

Discours de François Hollande à Créteil le 11 février 2012

Mes chers amis, c'est un grand honneur que vous me faites en me permettant d'être à Créteil aujourd'hui. D'abord parce que c'est à Créteil que François Mitterrand a été officiellement investi candidat du Parti socialiste pour l'élection présidentielle qui lui a permis de devenir président de la République. Créteil, ville sportive, Laurent en est le symbole, ville de solidarité, ville d'épanouissement, ville de cohésion, qui m'accueille aujourd'hui au milieu de tant de champions qui me font obligation de gagner l'élection présidentielle ! Ils m'ont donné toutes leurs recettes, je ne vous les livrerai pas ce soir... Ils m'ont dit comment ils avaient fait, eux, pour devenir champions, vice-champions quelquefois. Je leur ai dit : « vice-champion, ce n'est pas le titre, pour l'instant, que je revendique ! ». Mais ils m'ont dit ce qu'était leur parcours, c'est-à-dire d'obstination, de volonté, et en même temps de générosité. Ils nous inspirent dans l'épreuve qui nous attend. Nous ne savons pas exactement contre qui nous allons concourir. On en a une petite idée, rien ne nous a échappé... Mais ce ne sont pas les concurrents qui nous intéressent, ce sont les Français, pour la rencontre, la seule rencontre avec eux en mai 2012.

Je suis venu ici à Créteil, au milieu de tous ces champions, devant aussi des militants du sport, des bénévoles qui se dévouent sans compter pour permettre à des enfants — je l'ai vu cet après-midi — de devenir des champions, ou tout simplement de rêver d'être des champions. Mais nous, nous ne sommes pas là pour rêver, même si nous avons le Rêve français, celui qui doit permettre à la génération qui vient de vivre mieux que la nôtre. C'est notre obligation, c'est notre engagement, c'est notre volonté. Nous sommes là pour permettre la réussite, la réussite de tous. Nous ne voulons pas diviser, nous voulons rassembler. Nous ne voulons pas introduire de la discorde mais de l'union. Pour gagner, nous n'avons pas besoin de stigmatiser les autres, de les dénoncer, nous avons besoin simplement de convaincre. Pour gagner, nous n'avons pas la volonté de nous en prendre aux plus fragiles, aux plus pauvres, aux plus démunis, aux chômeurs, pas davantage aux étrangers. Pour gagner, nous avons besoin de nous en prendre à ceux qui sont responsables de la politique qui a été menée depuis cinq ans, et qui viendraient nous dire qu'en définitive, ce seraient les victimes de leur politique qui seraient coupables aujourd'hui. Eh bien non, les coupables sont au plus haut sommet de l'Etat ; ceux qui ont fait qu'aujourd'hui, nous avons plus de chômage, plus de pauvreté, plus de difficultés qu'il y a cinq ans.

Je suis venu vous parler du sport, du sport pour notre pays. Cet après-midi, avec Stéphane Caristan, nous sommes allés visiter ce que vous produisiez de mieux à Créteil, c'est-à-dire l'accueil, l'accompagnement, l'entraînement des enfants. J'ai vu des visages joyeux, j'ai vu des parents fiers, j'ai vu des élus conscients de leur rôle. C'est une belle image que celle que peut donner le sport.

Je suis conscient aussi que parler du sport quand il y a tant de difficultés qui assaillent notre pays — le chômage, les pertes d'emplois, le pouvoir d'achat qui stagne, la difficulté d'accès au logement — est-ce que parler de sport, ce ne serait pas parler du superflu ? Eh bien non, le sport n'est pas un luxe, c'est une nécessité. Ce n'est pas une obligation, c'est la condition de notre propre épanouissement.

Le sport a trois vertus principales dans une société. Il permet d'abord de la cohésion, cohésion entre des individus qui ne se connaissaient pas avant de se rencontrer sur un terrain ou dans un stade, cohésion entre des territoires, cohésion entre des groupes sociaux, cohésion entre des

catégories qui pouvaient avoir des intérêts différents. Oui, le sport rassemble, réunit. C'est la première vertu.

La seconde vertu, c'est que l'activité sportive donne à la jeunesse une espérance, une capacité de se réaliser, une possibilité de s'épanouir. J'ai voulu faire de la jeunesse le grand enjeu de l'élection présidentielle. Et donc, parler du sport, c'est parler de la jeunesse. C'est lui dire la confiance que nous mettons en elle.

La troisième vertu, c'est la qualité de la vie que permet le sport. D'abord une meilleure santé, mais aussi une maîtrise de soi, l'épanouissement de son corps, la conception que nous pouvons avoir de notre propre réalisation personnelle.

Et tout cela, au service d'une fierté collective. Il n'y a pas beaucoup de domaines de la vie humaine qui nous rendent parfois heureux comme le sport, à la fois parce que cela peut être un accomplissement pour celui qui réussit à devenir champion, mais aussi pour tant et tant de téléspectateurs qui ne connaissaient pas jusque-là le sportif qui y parvient, ce bonheur de le trouver Français même s'il est de toutes conditions, de toutes origines, de toutes couleurs. Le sport rassemble.

Une Nation a besoin de grandes émotions collectives, de grandes passions, de causes qui nous dépassent. Et le sport permet, à un moment, de nous retrouver meilleurs que nous sommes à travers la réussite de l'un d'entre nous, de l'une d'entre nous.

Voilà pourquoi je voulais parler de sport, ici à Créteil, pour la campagne présidentielle. Valérie Fourneyron a travaillé autour d'une équipe de sportifs, de dirigeants, de bénévoles pour élaborer nos propositions. Je veux ici la saluer, comme je veux dire notre hommage et notre considération à Alain Calmat et Edwige Avice, qui ont été de grands ministres du Sport.

Alors, puisque je parle d'une activité importante de notre pays, le sport, et que nous sommes au terme d'un mandat, l'évaluation m'a paru nécessaire. Qu'est-ce qui a été fait depuis cinq ans ? Qu'est-ce qui avait été promis ? D'abord, cinq ministres en cinq ans. C'est dire la qualité de celles et ceux qui se sont succédé dans cette noble tâche ! Que reste-t-il de la promesse d'un budget des sports qui devait représenter 3 % du budget de l'Etat ? Il est à 0,15 %... (*Huées dans la salle*). Vous êtes sévères, et vous avez raison, parce que moi-même quand j'ai découvert ce chiffre, je me suis dit : qu'est-ce qui s'est passé en 2007 pour qu'il fasse une telle promesse ? Est-ce qu'il était pris par je ne sais quelle fièvre — c'est toujours possible ? Ou alors, avait-il mal lu le chiffre ? Il voulait dire 0,30 % et il a dit 3 % ? Il en est capable ! Mais la réalité, c'est un budget peau de chagrin. Rendez-vous compte, 0,15 % du budget de l'Etat, 260 millions d'euros !

Que reste-t-il de cette promesse de doublement des heures d'éducation physique et sportive tout au long de la scolarité — c'est ce qu'il avait dit en 2007 ? Et 3 000 postes d'enseignants ont été supprimés ! (*Huées dans la salle*). Je vois que vous le jugez mal, mais je ne veux pas vous influencer. Il y a eu des votes de lois importantes, des lois de circonstance, rendez-vous compte, non pas pour développer le sport mais sur les agents sportifs — ah bon, c'était la priorité ? —, sur les paris en ligne. Est-ce que c'était un bon motif ? Est-ce que ce n'était pas pour chercher plutôt à satisfaire les milieux d'argent ? Il y a eu une loi de circonstance, d'exception, pour que les stades puissent accueillir l'Euro — tant mieux — mais les crédits ont été pris sur quoi ? Sur ce qui était généralement affecté aux clubs sportifs, qui se sont vu priver d'une dotation importante, d'une espérance de subvention, parce qu'il fallait en toute hâte financer les grands stades. Et puis, il y a eu une loi éthique qui a tout simplement oublié les droits des sportifs.

Voilà le bilan ! Vous allez me dire : « ce bilan en matière de sport, nous pourrions le faire sur tout domaine ». C'est vrai ! En tout domaine c'est l'incohérence, l'inconsistance, l'inconséquence. Et en ce domaine aussi, l'Etat — qui ne doit pas s'occuper de tout, qui ne doit pas décider de tout mais qui doit être là où il est attendu — s'est une nouvelle fois effacé. Et cette administration qui faisait la fierté du milieu sportif, la Direction départementale de la jeunesse et des sports qui développait l'éducation populaire, cet échelon indispensable de la vie administrative, a été purement et simplement rayée de la carte, fondue dans je ne sais quelle direction. Aujourd'hui, la politique sportive, c'est la RGPP, c'est-à-dire en définitive l'ajustement budgétaire. Et comme souvent, il a été fait des économies sur les plus fragiles, sur les plus petits budgets. C'est terrible, cette manie de s'en prendre toujours aux plus pauvres ! En définitive, la réduction des déficits, qui n'est même pas véritablement menée, c'est sur les budgets du sport, de la culture, bien sûr, que les économies ont été faites, alors que le sport, la culture, l'éducation, tout cela doit contribuer au contraire à sortir le pays de la crise.

Aujourd'hui, les Français veulent retrouver confiance. Confiance dans l'avenir, confiance dans l'Etat, confiance dans ce qui les rassemble dans la Nation. Et le sport peut y contribuer. J'ai fixé trois priorités pour une politique sportive.

D'abord, autour d'un ministère des Sports qui devrait prendre toute sa légitimité intégré dans un grand pôle éducatif, nous pourrions poursuivre trois ambitions : garantir à tous les jeunes la possibilité de pratiquer du sport dans une association ; agir pour la santé et le mieux-vivre ensemble en permettant à tous de faire du sport tout au long de la vie ; et puis enfin, faire rayonner la France en soutenant l'excellence sportive.

Voilà pourquoi il va falloir, pour atteindre ces objectifs, mobiliser des financements. Alors, moi-même, je pourrais, sur un budget de 0,15 % du budget national, vous faire des promesses ! Mais je ne le ferai pas. Ce qu'il faut, c'est mobiliser des financements de toutes parts, de l'Etat sûrement, des collectivités locales — qui font déjà beaucoup pour le sport, les mêmes collectivités locales que l'on voulait il y a peu empêcher d'intervenir en matière de sport au nom d'une réforme territoriale qui n'avait pas de sens.

L'Etat devra montrer l'exemple, les collectivités locales être engagées dans des politiques cohérentes. Et puis, aller chercher des moyens financiers — mais où ? En affirmant la solidarité entre le sport professionnel et le sport amateur, par des transferts financiers nécessaires. Il y a des leviers, on les connaît. Les droits de transmission à la télévision pourraient être mieux répartis pour que toutes les pratiques sportives puissent être ainsi encouragées. De la même manière, sur les jeux et les paris en ligne, des prélèvements pourraient être faits pour qu'il y ait, là encore, des financements qui puissent être apportés au milieu sportif. Nous ne négligerons aucune piste. Nous ne sanctionnerons personne. Il ne s'agit pas de cela. Il ne s'agit pas de stigmatiser le sport professionnel pour faire le sport amateur. Nous avons besoin des deux, à la fois des pratiques qui doivent être les plus larges possibles, et aussi de l'élite qui doit permettre de tirer le reste, et de l'économie sportive, et des activités.

Nous aurons surtout à clarifier les responsabilités. Qu'est-ce qui relève de l'Etat, qu'est-ce qui relève des collectivités locales et des fédérations ? Donc, le mouvement sportif.

Nous devons avoir un grand chantier, c'est aménager les équipements sportifs dans toute la France. Il y a trop de territoires oubliés, trop de zones abandonnées, trop de territoires qui sont relégués. Et je pense aussi à l'Outre-mer, nos amis de l'Outre-mer qui fournissent tant de champions et qui doivent, là encore, être encouragés à développer les pratiques sportives.

Je l'ai dit, présider la République, c'est avoir une vision de la France, c'est avoir le sens de l'unité nationale, c'est avoir cette aspiration à nous rassembler autour de grandes causes. Sans doute, les candidats ont leur sensibilité, c'est bien normal. Il y a une Gauche, il y a une Droite, il y a peut-être un Centre, allez savoir ! Mais ce qui compte c'est que le président, le futur président, puisse, au lendemain de son élection, rassembler les Français sur ce qui doit les unir quelles que soient les circonstances. Et le sport est de cette vocation-là.

Alors, je vous l'ai dit, la première priorité c'est de permettre à tous les jeunes de pratiquer le sport. Je n'invente rien. Le Front populaire, avec Léo Lagrange, avait déjà tout organisé. C'était cette grande idée du loisir, des vacances, du sport, qui devait permettre à ceux qui avaient travaillé beaucoup et qui n'en pouvaient plus, de connaître aussi des moments de joie, de bonheur partagé, de liberté. C'est ainsi que cette politique sportive s'est engagée.

Nous ne sommes plus à ces époques, les loisirs se sont considérablement développés, le temps libre aussi et donc nous avons vocation à faire du sport, pour les jeunes, une grande cause, une grande priorité. L'éducation physique et sportive est un outil unique pour que les jeunes, pendant leur scolarité, aux différents âges de leur développement, acquièrent tous une maîtrise corporelle, une culture sportive et des éléments pour préserver leur santé. Or je l'ai dit, malheureusement, le nombre d'heures consacrées à l'enseignement du sport et aux sports scolaires, de l'école à l'université, ne cesse de diminuer sous les coups de butoir de la politique budgétaire depuis cinq ans. Eh bien nous arrêterons cette hémorragie, et dans les 60 000 postes que j'ai annoncés pour l'éducation, pour les cinq ans qui viennent, parmi ces 60 000 postes, une partie d'entre eux seront affectés à l'éducation physique et sportive.

Je pense aussi bien à l'école primaire qu'au collège et je pense aussi au soutien, à l'activité des associations sportives scolaires qui sont indispensables, l'UNSS, l'USEP, l'UGSEL, bref tout ce qui fait qu'il y a des enseignants et des bénévoles qui se consacrent au sport scolaire. Nous aurons cinq ans pour y parvenir. Mais nous ferons en sorte que chacun, à tous niveaux, puisse avoir accès au sport dans son parcours. A l'université aussi, où la pratique du sport est facultative, nous ferons en sorte qu'il y ait un aménagement des horaires et qu'il y ait aussi, dans le cadre du Plan Campus, du plan pour les universités, des équipements sportifs qui soient mis à la disposition des étudiants.

Mais l'école, l'université, ne peuvent pas tout. Un enfant passe environ chaque année 1 000 heures à l'école. Il lui reste 2 000 heures de temps libre pour ses loisirs. D'où le rôle indispensable des associations, de l'accompagnement extrascolaire, de l'éducation populaire. Eh bien le grand enjeu, et cela va bien au-delà du sport, c'est de développer l'éducation populaire et de soutenir les associations, les bénévoles qui se consacrent à l'accompagnement des enfants pour la culture, pour le sport, pour la formation de l'esprit et du corps.

Le deuxième engagement que je prends devant vous, c'est de permettre à tous les Français de pratiquer le sport de leur choix tout au long de la vie. Les inégalités sont aussi dans le sport. 60 % des personnes appartenant au quart des ménages les moins aisés font du sport, 82 % pour le quart de la population la plus aisée. Ce qui veut dire que, là encore, il y a des barrières, des barrières psychologiques, des barrières financières, des barrières sociales qui se sont érigées et qui aboutissent à ce que, en dépit de ce qu'on croit être à la portée de chacun, le sport reste séparé, reste freiné pour d'autres et reste en définitive une difficulté supplémentaire pour ceux qui éprouvent déjà tant de souffrances dans la société. Donc nous ferons en sorte de lever toutes les inégalités en matière de sport.

La première, c'est notamment pour les personnes en situation de handicap. Aujourd'hui, seul 1 % d'entre elles, 1 %, pratique un sport ! Nous sommes le pays de l'Union européenne qui a le plus faible taux de pratique parmi les personnes handicapées. Le coût de l'accès est renforcé encore par le matériel qui est nécessaire pour l'accès au sport, pour ces personnes. Il nous faudra lever tous ces obstacles, à l'école et hors l'école. Et je sais qu'il y a à l'école 200 000 élèves en situation de handicap qui sont dispensés d'éducation physique et sportive. Eh bien ce ne sera plus accepté, que ces personnes-là puissent être empêchées de faire du sport !

Les inégalités sont aussi, on le sait, entre les hommes et les femmes. Non pas que nous n'ayons pas de grandes championnes, ici vous en avez eu démonstration... Mais est-ce que les femmes qui font du sport, y compris au plus haut niveau, ont la reconnaissance, y compris sur le plan de la télévision, sur le plan de l'activité même de ces équipes ? Est-ce qu'il y a cette forme de fierté qui vaudrait qu'il y ait au moins égalité entre les hommes et les femmes ? Eh bien non et il va falloir y mettre bon ordre ! De la même façon, il y a moins de femmes qui pratiquent du sport que d'hommes. Et donc nous aurons à faire beaucoup et il m'était d'ailleurs posé la question : que faire pour que les fédérations qui représentent le mouvement sportif puissent être aussi paritaires ? Je leur ai dit que c'est le même mal que la politique ! Il va falloir bientôt imposer des quotas, pourquoi pas ? Il est bon que le sport, aussi, soit le reflet de la société, de la diversité de la société au plus haut niveau et aussi de l'égalité hommes-femmes.

Je demanderai au gouvernement, dans l'hypothèse où les Français m'accorderaient leur confiance, dans le pacte éducatif, aux professeurs d'éducation physique, dans le cadre des associations sportives scolaires, de privilégier plus encore l'accès des filles aux pratiques sportives ainsi qu'aux responsabilités associatives.

Et puis il y a aussi les inégalités dans le temps de travail. 20 millions de Français ne partent jamais en vacances et le temps global consacré aux activités sportives, tous âges confondus, ne cesse de diminuer pour cette catégorie de la population. Le droit aux vacances, le droit aux loisirs, permettra aussi, à beaucoup de jeunes et de moins jeunes, de faire du sport. Je souhaite également, dans la même logique, orienter les emplois d'avenir, les emplois jeunes que nous aurons à recréer, 150 000 au cours du prochain quinquennat, je souhaite orienter ces emplois d'avenir vers le sport, au bénéfice des associations dans les territoires qui sont identifiés comme prioritaires. Je proposerai la création d'un fonds de 1 200 emplois au sein du CNDS, qui rassemble justement le financement du mouvement sportif. Parce que l'emploi est essentiel au développement du sport, parce que les associations ne peuvent pas vivre si elles ne sont pas soutenues, parce que les bénévoles ne peuvent pas suffire dans les activités sportives ou culturelles. Nous avons besoin d'avoir ces jeunes dans l'emploi pour permettre à d'autres d'accéder au sport et à la culture.

Je sais aussi qu'il y a un sport, qui n'est pas forcément un sport d'élite, qui est le sport de loisir. Je créerai un Institut national du sport loisir où pourraient se retrouver toutes les activités, les formes, les pratiques du sport des Français. C'est un enjeu social, sanitaire et économique considérable parce que cet institut sera un centre de ressources, sera en réseau avec les CREPS, les écoles nationales, regroupera les compétences dans les sports traditionnels, les sports de nature, les nouvelles pratiques, fédérera les activités. Et il formera aussi, il donnera des conseils pour le mouvement associatif.

Il nous faut réaliser enfin un plan national des infrastructures sportives en liaison avec chacune des régions, dans le cadre de plans cohérents signés entre l'Etat et les régions. Ces plans seront intégrés dans l'aménagement du territoire et dans les dispositifs de contractualisation entre

l'Etat, l'Europe et les collectivités. Les subventions seront mobilisées dans ces contrats pour susciter un effet de levier, pour que toutes les collectivités puissent s'engager sur cette réalisation d'équipements sportifs.

Il y a ensuite l'enjeu de la santé publique. Le sport joue un rôle thérapeutique et, d'une certaine façon, il est un acte de prévention contre des maladies. La première cause de l'obésité, qui aujourd'hui frappe les catégories populaires et les jeunes dans ces catégories populaires, c'est l'absence d'activité physique. Ce mal touche maintenant près de 6 millions de Français et plus d'un Français sur 10. Au-delà de ses conséquences médicales, l'obésité est un facteur d'exclusion sociale, personnelle, psychologique. En France, 25 % des actifs de plus de 15 ans pratiquent une activité trois fois par semaine. En Allemagne, puisqu'on nous fait toujours cette comparaison, près de la moitié de la population fait du sport. C'est peut-être pour ça, d'ailleurs, qu'ils réussissent mieux que nous ! Mais au-delà de ces comparaisons, je veux rendre obligatoire l'inscription d'un programme de prévention de la santé par le sport, qu'il y ait dans tous les contrats locaux de santé, dans les ateliers de santé des villes, des zones prioritaires, qu'il y ait une prévention par le sport. Pour qu'il y ait là aussi un accès plus direct aux visites médicales, parce que le coût d'une visite médicale est un frein à une activité sportive, parce que c'est un coût supplémentaire qui est infligé à des catégories populaires. Et puis il faut aussi changer certaines pratiques médicales. Qu'une ordonnance puisse prescrire une activité sportive serait peut-être préférable qu'une multiplication de médicaments. Des études scientifiques ont montré que le sport diminue le risque de récurrence de cancer, permet de lutter contre des causes de fracture, notamment du col du fémur pour les personnes les plus âgées, que le sport peut compléter les traitements contre le diabète, l'hypertension. Donc le sport est une économie pour l'assurance maladie. Il faut en tirer tous les enseignements et prescrire le sport au plus grand nombre de Français en passant de la non contre-indication – ne prenez pas cette pratique, ça pourrait vous faire du mal – à l'idée de l'indication de la pratique du sport – cette pratique pourrait vous faire du bien.

Diffuser le sport, en faire une activité de tous les jours, inciter chacun à pouvoir les faire, lutter contre les inégalités, permettre des équipements sportifs, voilà une belle ambition.

Enfin, la dernière priorité est de faire rayonner la France en soutenant l'excellence sportive. Je l'ai dit, présider la République, c'est porter des valeurs, c'est porter aussi une image de la France, une belle image, une image de solidarité, d'ouverture, de confiance, de fierté. Le sport peut être un élément de la promotion de la France. Il y a la culture, bien sûr, la création, il y a aussi l'activité économique, les réussites que nous pouvons avoir sur le plan industriel, et il y a le sport... Le sport, qui est à la fois une école mais aussi une entreprise, mais également un engagement. Nous avons bientôt les Jeux olympiques, dans 167 jours m'a-t-on dit. Dans 171 jours, il y a l'élection présidentielle, vous voyez l'enjeu ! Je veux saluer ici, au-delà des choix qu'ils pourront faire, tous les entraîneurs des équipes nationales, tous les sportifs qui se rendront aux Jeux de Londres, et leur dire : vous êtes nos ambassadeurs, vous êtes nos représentants, vous êtes dans l'excellence, nous sommes fiers de vous, faites en sorte de nous faire vibrer, faites en sorte d'être dignes de la France. Parce que chaque sportif doit être digne de la France.

Chacun a ses références sur le plan du sport, moi j'appartiens à une génération où – les plus anciens se reconnaîtront – pour le vélo c'était Anquetil et Poulidor. Il faut avoir de l'amitié pour les seconds ! Et Poulidor, je le dis, il est du Limousin et il avait gagné des courses, mais c'était Anquetil qui paraissait, à ce moment-là, le meilleur et le plus virtuose. Mais nous avons besoin de tous les champions, de ceux qui font premier, de ceux qui font second, de ceux qui

mériteraient d'être les premiers, de ceux qui ont quelques fois les faveurs médiatiques, de ceux qui ne les ont pas mais qui concourent dans le même esprit. J'ai aimé énormément le football, je l'aime toujours. J'ai suivi l'équipe de France tant de fois, j'ai vibré d'abord en 1982, c'est le plus beau match de ma vie que j'ai pu regarder, France-Allemagne, une demi-finale... Vous voyez, on y revient toujours ! Nous avons perdu cette demi-finale, mais il y a des défaites qui honorent, il y a des défaites qui élèvent, il y a des défaites qui permettent de penser qu'il y aura prochainement une victoire. C'est en 1982 que nous avons finalement permis la victoire de la Coupe du monde de 1998. Eh bien de la même manière, nous avons connu des défaites, en 1995, en 2002, en 2007, ça a annoncé la victoire qui arrive, au mois de mai prochain !

Nous devons promouvoir l'excellence sportive, le haut niveau qui est un atout pour notre pays mais qui a besoin aussi de tous ces anonymes, de tous ces obscurs, de tous ces dirigeants de petits clubs, de tous ces éducateurs qui, inlassablement, dans chaque association le soir, les mercredis, les dimanches, organisent les déplacements, les entraînements, bouclent les budgets, entretiennent le matériel. Les médailles des champions leur doivent beaucoup. Et il n'y a pas de plus grand bonheur pour un éducateur qui a eu la chance, un jour dans sa vie, de croiser un enfant, un garçon ou une fille, qui ensuite devenant lui-même adulte devient un champion ! Eh bien il y a des larmes qui arrivent aux yeux de ces bénévoles parce qu'ils se considèrent, et c'est vrai, comme ceux qui ont permis que le champion devienne ce qu'il est.

Oui, le sport permet justement cette participation. Comme la République ! Pour qu'il y ait à un moment des réussites, il faut qu'il y ait des citoyens qui viennent faire leur travail civique, de croire à une grande idée, de participer à un grand mouvement, d'aller voter parce que s'il n'y a pas le vote, il n'y a pas de légitimité, il n'y a pas la démocratie, il n'y a pas le choix. Et qui ensuite continuent à croire dans la belle idée de la République, celle qui permet d'avancer, génération après génération, vers le progrès et vers l'égalité.

Nous avons besoin d'une France qui soit à l'image du sport, c'est-à-dire ce mélange, cette capacité à nous donner les uns et les autres l'appui nécessaire. Mais qu'est-ce que je serais sans vous, qu'est-ce que je serais comme candidat à l'élection présidentielle, s'il n'y avait pas, les élus, les militants, les sympathisants, les électeurs qui nous donneront la confiance nécessaire ?

C'est pourquoi je veux, en même temps que je fais leur hommage, faire le vôtre et dire que nous devons avoir, plus que d'autres, la culture du respect : respect de ceux qui ne pensent pas comme nous et qui en ont bien le droit, respect de ceux qui veulent élire un autre candidat que celui que vous avez choisi, ils en ont bien le droit. Respecter aussi celles et ceux qui s'inquiètent. Il y a toujours, dans une société, des hommes et des femmes qui ont peur, qui croient que tout changement est un risque. Il faut les rassurer en leur disant que le pire des risques, c'est de garder ce que vous avez ! Respect des règles aussi, respect de la morale publique, respect de l'exemplarité. Ca vaut pour le sport comme ça vaut pour l'Etat. Comment faire la leçon aux autres quand, au plus haut niveau de l'Etat, il y a cette confusion des genres, il y a cette manière de faire ou de défaire, il y a cette indifférence au sort des plus humbles et cette complaisance à l'égard des plus favorisés ? Respect des règles en matière de sport, respect des juges, des arbitres dont le rôle est essentiel, et je veux les saluer. Tous ceux qui viennent faire que d'autres puissent jouer dans le respect d'un ordre qui a été fixé et qui est celui de l'éthique sportive.

Je veux aussi dire un mot des sportifs de haut niveau, de ces champions qui ont rendu tant de services, qui ont gagné tant de compétitions et qui vivent un moment difficile : celui de la transition entre leur carrière sportive et leur deuxième vie. Un moment où ils se retrouvent en solitude, en abandon parfois. Le sport de haut niveau exige que nous regardions aussi l'homme,

la femme derrière le sportif. Que nous le soutenions encore plus, après sa carrière. Les fins de vie sportives sont des débuts de vie professionnelle difficiles. Et il y a des moments tragiques pour les sportifs – la blessure. Je pense notamment à Thomas Bouel, médaillé d'argent aux Jeux olympiques à Pékin, champion du monde de gymnastique en 2010, qui vient d'être victime d'un grave accident à l'entraînement, il y a un mois, à Noël – et qui, lui aussi, doit se poser la question : est-ce que je pourrai de nouveau être un champion, un sportif et tout simplement un homme capable de réussir sa vie ? Nous devons lui dire d'abord merci pour ce qui l'a fait, et nous devons l'accompagner dans ce moment difficile.

Pour tenir compte de cette reconversion de nos sportifs – qui doivent accéder à des droits sociaux, des droits en matière de formation, des droits en matière d'insertion –, je créerai, avec les fédérations sportives, une structure qui sera chargée d'accompagner les sportifs de haut niveau à l'issue de leur carrière. Et nous mobiliserons les entreprises et les professionnels du sport pour permettre ces formations et ces emplois.

Les relations entre l'Etat et le mouvement sportif doivent aussi être modernisées. Il y a sûrement à repenser les comités stratégiques qui organisent, finalement, les grandes compétitions. Nous devons faire en sorte que nous soyons mieux organisés, mieux armés pour accueillir les grandes compétitions internationales sur notre territoire. Il y a eu beaucoup de déconvenues. Je ne sais combien de candidatures pour les Jeux olympiques – et même là, ils n'y sont pas parvenus ! Donc nous, nous devons faire en sorte que nous puissions, demain, dans des conditions qui seront exemplaires, accueillir de grandes compétitions : Jeux olympiques, Jeux para-olympiques, Jeux olympiques de la jeunesse, grands événements internationaux. Parce que nous avons besoin de donner une influence pour la France, pour qu'elle soit présente sur la scène sportive internationale. Et ces candidatures doivent émaner du mouvement sportif, être porteuses de projets, de développement du sport. Et c'est à ces conditions que nous pourrons, peut-être, faire aboutir nos candidatures.

Le sport doit être aussi une éthique : une éthique de victoire. Et nous savons bien qu'il y a des mots terribles, dans le sport – le dopage, les matchs truqués. Et là encore, nous devons mener une lutte inlassable contre le dopage, parce que c'est une triche, parce que c'est une fraude, parce que c'est une aliénation du corps du sportif qui y recourt, parce que c'est une exploitation. L'autonomie de l'Agence française de lutte contre le dopage sera réaffirmée. La sincérité des compétitions sera aussi contrôlée, vérifiée. Parce qu'il y a, finalement, trop d'injustices. Je pense à ces filles du relais quatre fois cent mètres, à Sidney, qui ont été privées de médaille parce qu'une équipe avait triché. Alors on la leur a rétablie – mais rien ne remplace le bonheur d'un podium lorsqu'il y a une récompense !

Pour les paris en ligne, il faudra revenir sur une législation qui a été élaborée dans la précipitation. Nous aurons deux priorités : mieux protéger le sport de la grande criminalité internationale qui s'est introduite – là aussi, une forme de mafia pour truquer les matchs – et nous devons renforcer la lutte contre toutes les addictions. Comme pour le dopage, une stratégie internationale devra être menée, avec la création d'une agence mondiale de lutte contre la corruption sportive pour combattre efficacement ce fléau.

Je pense aussi à la violence sur les stades, au racisme qui s'est introduit dans un certain nombre de groupes de soi-disant supporters, aussi à cet échange de coups que l'on voit dans un certain nombre de matchs – y compris amateurs, où il n'y a pas d'enjeu. Et nous devons être intraitables ! Parce que c'est aussi le respect que nous devons au sport, à ceux qui l'organisent et

aux joueurs eux-mêmes, qui ne peuvent pas admettre qu'il puisse y avoir l'un d'entre eux qui se livre à de tels excès.

Enfin, je veux terminer en vous disant que le redressement du pays est une nécessité. Redressement budgétaire, redressement financier, redressement économique, redressement industriel : il y a tant à faire ! Car ils nous ont laissé, quand même, une situation dont nous n'avions même pas idée. A la fois un déficit commercial record : 70 milliards, nous a-t-on annoncé. J'entendais le ministre, ou le sous-ministre, du Commerce extérieur nous dire : c'est moins pire que ce qu'on avait prévu. Bel exemple de réussite sportive ! Imagine-t-on un champion qui arrive 6^{ème} et qui dit : oh, c'est moins pire, je pensais être 7^{ème} ?

Déficit budgétaire : 90 milliards d'euros. Dette publique : 90 % de la richesse nationale. Vous voyez que de 2002-2012, en dix ans, ils auront doublé la dette publique. Et ils viendraient nous faire des leçons ? Situation du chômage : 10 % de la population active. Il avait promis 5 %. Il aura fait le double – mais ce n'était pas dans le bon sens ! Pouvoir d'achat : stagnant. Emplois industriels : 400 000 disparus.

Oui, il faut redresser la France ! Il faudra faire des efforts, les uns, les autres – enfin, plus certains que d'autres. Il faudra faire l'effort, dans la justice. Il faudra faire un effort pour mobiliser tous nos atouts – ils sont nombreux. Et parmi ces atouts-là, il y a le sport. Le sport n'est pas simplement une activité, un amusement, un jeu une pratique. C'est aussi une économie. Aujourd'hui, tout d'abord, il y a combien de pratiquants ? 35 millions de pratiquants, des dizaines de millions de licenciés. Et puis l'économie du sport représente 2 % du revenu national. La dépense sportive représente 36 milliards d'euros. La filière du sport fait vivre 350 000 personnes. Donc plus nous développons le sport, plus – d'une certaine façon – notre économie trouvera des activités nouvelles. Il y a des inventions, des innovations qui se font à travers le sport.

J'entends donc faire du sport un facteur de croissance et de création d'emploi. Il y a trop de gâchis, trop de gisements inexploités.

La professionnalisation de l'activité des clubs sportifs, celle de la filière du loisir sportif, le développement des activités de sport nature offrent des perspectives prometteuses. Et il y aura un grand pôle de compétitivité autour du sport, réunissant les acteurs économiques, la formation, la recherche, les sportifs eux-mêmes – pour faire du sport une activité économique et aussi une exportation possible de produits, d'innovations et, aussi, de techniques.

Sur le plan industriel, nous aurons à mobiliser un certain nombre de moyens, de financements. J'ai évoqué un livret d'épargne pour l'industrie : il vaudra pour l'innovation sportive. Et le sujet du sport professionnel fait, bien sûr, partie du débat en matière d'économie sportive. Le sport professionnel représente 4 milliards d'euros.

Et nous devons cesser d'opposer – c'est trop facile – le sport amateur et le sport professionnel. Nous devons faire en sorte que le monde amateur puisse être une chance pour le monde professionnel, et le monde professionnel un atout pour la pratique sportive. Un sport professionnel qui gagne, c'est un sport amateur qui vit mieux – à condition qu'il y ait ces échanges, qu'il y ait cette solidarité, qu'il ait, aussi, cette fluidité entre le sport professionnel et le sport amateur.

Je souhaite que nos clubs professionnels se développent sur la scène européenne. Je sais qu'il y a une grande attente des représentants du sport professionnel sur ce sujet. Je les écouterai.

Mais il faut aussi réguler financièrement le sport professionnel. Il faut éliminer les distorsions de concurrence qui menacent l'équité sportive. Parce que l'argent a pris trop de place. Parce qu'il y a des clubs qui, aujourd'hui, ont tous les droits. Et parce qu'il y a, aussi, un sport que j'aime – le football – qui écarte d'autres clubs ou d'autres sports comme le hand ou le basket. Nous avons besoin de diversité, de pluralité, y compris à la télévision.

L'Union européenne doit se doter au plus vite d'une directive anti dumping sportif. Nous devons rendre obligatoire les directions nationales de contrôles et de gestion dans tous les pays européens – parce qu'on ne peut pas accepter qu'il y ait des clubs qui soient en quasi-faillite et qui continuent à faire l'inflation des rémunérations des sportifs soi-disant de haut niveau. Et, je le dis très directement à mes amis du football : on ne peut pas accepter des salaires mirobolants de joueurs quand les clubs bénéficient encore de subventions et de la mise à disposition des stades publics !

Quant aux agences sportives, qui sont nécessaires, qui sont des intermédiaires utiles, il est grand temps de proposer un dispositif législatif respectueux à la fois de la profession, mais aussi du cadre de la relation de travail entre l'employeur, le joueur, qui est son employé, et l'agent qui est l'intermédiaire. Il y a des abus. Il y a des dérives qui ne sont plus tolérables. Et là encore, il faudra négocier avec les fédérations, avec les ligues professionnelles, avec les représentants des joueurs, une éthique du sport professionnel et de la relation de travail entre le sportif et le club.

Sur les droits télévisuels, il y aura une solidarité. Je proposerai d'augmenter le montant de la taxe dite de Marie-George Buffet, pour que nous puissions mobiliser à la hausse les recettes de la Française des jeux comme des droits télévisuels. Ce produit reviendra au CNDS – qui finance le sport – et apportera les financements complémentaires pour diffuser plus largement la pratique sportive.

Voilà ce que je voulais vous dire. Le spectacle sportif à la télévision doit être ouvert à toutes les disciplines. Il faut aussi qu'il y ait un droit à accéder à toutes les images. Parce que bientôt, avec les chaînes payantes, certaines compétitions de sport professionnel ne seront plus diffusées sur les chaînes généralistes. C'est un problème. C'est un problème de démocratie. C'est un problème d'égalité. C'est un problème d'accès. Que les chaînes payantes aient des droits, c'est bien légitime. Mais il faut qu'il y ait aussi, au niveau de ce qu'on appelle le décret Télévision sans frontières, la possibilité de voir les images des grandes compétitions sportives – ou, au moins, une partie d'entre elles.

Toutes ces propositions que je viens d'évoquer s'inscriront dans une loi-cadre sur le sport – qui viendra après celle de 1984 qui a servi jusqu'à présent de référence et qui doit forcément être actualisée et modernisée.

Voilà, Mesdames et Messieurs. Je voulais venir devant vous, à Créteil, pour parler de sport. Mais, en fait, au-delà des mesures que j'ai annoncées, des propositions que j'ai faites, j'ai évoqué les valeurs de la République. J'ai évoqué la confiance, sans laquelle il n'y a pas de possibilité de redressement. J'ai évoqué l'optimisme, qui doit non pas être une naïveté ou une illusion, mais une capacité à nous mobiliser pour surmonter les obstacles et les épreuves. J'ai évoqué l'espoir, l'espoir qui doit vaincre les peurs. J'ai parlé de joie partagée, de bonheur, de solidarité, d'émotion, sans lesquels un peuple n'est rien, parce que tout ne se réduit pas à l'argent. Tout ne se réduit pas simplement à regarder les rémunérations des uns et des autres, ou la place de chacun dans une hiérarchie sociale. A un moment, nous tous, quels que soient nos destins

individuels, nous partageons la même émotion, la même fierté, le même bonheur – parce que nous sommes ensemble !

Je vous ai parlé d'effort – sans lequel il n'y a pas de réussite possible –, de travail, de mérite, de solidarité, qui sont les conditions pour que chacun puisse savoir comment il en sera récompensé au terme de son existence, ou tout au long de son existence.

Je voulais citer Jean Jaurès qui voulait, lui, « rallumer tous les soleils ». Ce n'est pas facile, quand une nuit est tombée, d'aller chercher le soleil. Mais la nuit ne dure pas longtemps. A un moment, l'aube vient. Et nous sommes à ce moment-là !

Je veux, non pas dire que nous serions dans l'obscurité et que nous apporterions la lumière – je laisse cela à d'autres, à d'autres époques. Ce que je veux dire, c'est qu'il ne faut pas avoir peur. C'est qu'il ne faut rien craindre. C'est qu'il faut espérer. Qu'il ne faut pas penser que d'un seul coup, parce que nous serons demain – si les Français en décident – aux responsabilités du pays, chaque destin personnel sera changé et celui de notre pays, modifié. Non, il nous faudra du temps. Je vous demande du temps. Je vous demande de la patience. Je vous demande de l'obstination, de la ténacité. Je vous demande de la confiance dans ce que nous portons.

Nous ne pourrons pas sortir de la crise simplement parce que nous aurons changé de président. Nous ne pourrons pas avoir de la croissance parce que la majorité que nous connaissons aura été vaincue. Il nous faudra nous organiser. Il nous faudra nous mobiliser. Il faudra nous donner toutes les conditions pour la réussite.

J'ai dit que, durant le prochain quinquennat, nous ferons de grandes réformes de structures, dès les premiers mois. Que nous redresserons la France, sa production, sa croissance. Et que nous distribuerons ce que nous aurons créé nous-mêmes. Il faudra de la patience et du temps. Mais il faudra de la justice. Nous apporterons de la justice.

Et il faudra donner ce qu'il y a de plus beau dans une société : la considération, le respect, la fierté. Chacun d'entre vous est un atout pour la France et, ensemble, nous sommes une force considérable. Parce que la France n'est pas un problème pour la crise que nous traversons. La France, ses valeurs, ses principes – la liberté, la fraternité, la dignité, l'égalité – ces valeurs-là, c'est la chance de la France ! La France est une solution pour sortir de la crise.

Je voulais vous parler de toutes ces valeurs, de tous ces principes, de tout ce qui peut être notre force dans le moment où nous sommes. Je voulais vous parler du sport, qui n'est qu'une illustration de cette démarche.

Chers amis, nous nous préparons à tourner une page. Il faut la tourner. Elle ne sera pas facile. Ils ne nous donneront pas le pouvoir sans combattre – et c'est bien légitime. Cela sera une campagne difficile, rude. Ne pensez pas que nous avons déjà gagné. Et pourquoi ? Et comment ? Seul le suffrage compte. Seul le vote déterminera qui sera vainqueur, demain, qui sera majoritaire. Donc nous devons tout faire pour, dans ces moments-là, dans ces semaines-là qui nous attendent, tout faire pour nous mobiliser, pour nous rassembler, pour nous réunir, pour donner espoir à notre pays, pour être dignes de sa confiance.

Je vous le demande, j'ai besoin de vous ! J'ai besoin de vous comme vous êtes là, autour de moi, citoyens, militants, sympathisants. J'ai besoin de vous pour la victoire, pour le changement, pour le mois de mai, pour la France et pour la République !

Merci à tous.